



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8409>

Brésil

La démocratie assassinée

- Journal des Alternatives - Publications - Opinions -

Date de mise en ligne : lundi 9 avril 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

L'emprisonnement de Lula, décrétée ce jeudi soir (5 avril) marque l'apothéose d'un coup d'Etat minutieusement préparé et mis en route depuis 2014. Les articles des grands médias en Europe ou en Amérique du Nord ne font que reproduire celles des 5 grands groupes de communication brésiliens, tous dans les mains de 5 grandes familles impliquées dans le coup d'Etat. Voici une chronologie explicative des évènements. Merci de le faire circuler de toute urgence. La situation au Brésil est des plus graves et demande la solidarité internationale.

Chronique d'un coup d'Etat.

Acte 1 - renverser un gouvernement légitimement élu

1) Dans un premier temps, la stratégie fut d'annuler un gouvernement légitimement élu. Aécio Neves, le candidat du PSDB (droite) vaincu par Dilma Roussef aux présidentielles de décembre 2014 (aujourd'hui en disgrâce à cause de multiples accusations de corruption), donne le ton dès le mois de juillet 2015 de ce qui serait la stratégie du coup d'Etat, alors que la présidente Dilma, n'avait (ni n'a) AUCUNE accusation de corruption contre elle : "nous n'avons pas perdu l'élection par un parti politique, nous l'avons perdue par une organisation criminelle". Pour conclure que "à la fin de son gouvernement, que je ne sais pas quand ce sera, mais probablement plus vite que certains l'imaginent, les brésiliens seront devenus plus pauvres". Ce climat de confrontation était posé dès le premier jours de mandat de la présidente, puisque la Chambre des Députés, où elle n'avait plus la majorité, empêchait la présidente de gouverner, obstruant tout nouveau projet envoyé au parlement.

2) Eduardo Cunha, député président du Congrès National et politique submergé d'accusations de corruption (aujourd'hui en prison, depuis près de deux ans), se déclare ennemi mortel de la Présidente qui se refusait d'entrer dans ses schémas corrompus. Il déclara publiquement qu'il la ferait tomber. Excellente opportunité pour les barons de la politique et de l'économie Brésilienne, associés aux grands médias et à Aécio Neves et son PSDB, pour le laisser ainsi créer l'instabilité politique nécessaire. Son jugement pour corruption, qui l'entraînera finalement en prison, sera repoussé juste après l'impeachment de la présidente, quand il ne serait plus utile.

N'arrivant pas à trouver des accusations de corruption contre Dilma qui, au contraire, ne recevait plus les députés dans son cabinet, à cause du clientélisme de ceux-ci, le Congrès, décide de déclarer illégale une opération comptable-fiscale que TOUS les États et municipalités brésiliens pratiquaient : celle de s'avancer en novembre-décembre sur le budget de l'année suivante, en prenant des prêts auprès des banques de l'État, pour ne pas interrompre les paiements de projets sociaux comme la "bourse famille" pour les brésiliens très pauvres. Non seulement ils ont rendu cette opération illégale, élevant ce qui au pire aurait pu être une infraction administrative à la catégorie de "crime de responsabilité", le seul type de crime qui peut provoquer une demande d'impeachment par le Congrès.

La grande presse transforme cette infraction en une figure de publicité politique, lui donnant un nom plus assimilable par la population : les "pédalages fiscaux". Dès lors, n'importe quel chauffeur de taxi au Brésil devenait capable de discourir pendant des heures combien ce crime était grave et équivalent à de la corruption.

Après une série de manoeuvres, certaines illégales mais faites avec l'appui déclaré du pouvoir judiciaire (comme des écoutes inconstitutionnelles dans la résidence de la présidente, ou l'empêchement de nommer Lula ministre pour aider à empêcher la crise, soit disant car il était sous procès, alors qu'aucune l'en empêchait), le Congrès vote la destitution de la présidente. Les Sénateurs devant aussi voter, sont publiquement "achetés" par le vice-président (et

futur président) avec des postes importants pour leurs alliés dans la nouvelle administration.

Il faut savoir aussi que Lula et Dilma, mais aussi Cardoso, leur antécédent du PSDB, avaient comme vice-président des gens de parti le plus corrompu et "gouverniste" du Brésil, le PMDB qui, ayant comme tactique ne jamais s'éloigner du pouvoir, faisait des accords avec n'importe quel parti pour avoir la vice-présidence. Ayant un grand nombre de députés, leur appui était nécessaire pour n'importe quel parti voulant avoir une majorité au parlement. Ainsi Dilma allait se faire trahir par le sien, aujourd'hui le président-usurpateur, Michel Temer, lui-même mêlé à des dizaines de cas de corruption.

Montrant à quel point tout cela était une farce, le Congrès décide de retirer Dilma, mais en lui laissant comme "prix de consolation" ses droits politiques, une aberration constitutionnelle (l'impeachment devrait enlever les droits politiques pour 8 ans). Mais à ce moment, la Constitution brésilienne ne valait déjà plus rien. La Cour Suprême, dans sa première démonstration de servitude envers les pouvoirs dominants, préside cette opéra d'inconstitutionnalité, lui donnant des aires de légalité.

Des milliers de personnes vêtues avec le maillot jaune de la "seleção" vont dans les rues demander et appuyer la chute de Dilma. Ils sont convoqués par des campagnes massives de la presse, de grands magasins, de banques, qui financent des campagnes milliardaires dans les médias : "descends à la rue toi aussi", "le géant Brésil se réveille", etc, étaient les slogans créés pour ces campagnes. La presse reproduit ces photos, qui font le tour du monde.

Ce que la presse ne montre pas, systématiquement, c'est qu'à chaque manifestation de ce type, une autre, trois fois plus grande, réunissait des centaines de milliers de partisans de Dilma et de Lula dans les rues brésiliennes. La manière dont ces photos sont escamotées par les médias mériterait des thèses en journalisme. Heureusement, les réseaux sociaux montraient la force des manifestations en faveur de Lula et Dilma.

Eduardo Cunha, devenu inutile, souffre un procès "exemplaire" et est envoyé en prison. Plusieurs scandales dans la presse montrent qu'il reçoit probablement des paiements élevés pour maintenir son silence.

Mais la classe moyenne brésilienne, celle qui justement avait le plus bénéficié de la croissance économique sous Lula, démontrait tout ses préjugés envers les plus pauvres. Un président ouvrier et sans université ne pouvait qu'être un bon à rien, il ne pouvait être là que pour voler, la présidente qu'il avait mis à sa place ne pouvait être qu'une voleuse et une incapable, en fin de comptes, elle était une femme et de plus parrainée par un analphabète. Ce discours sournois gagne de la force, grâce à des financements importants dans tous les médias. Malgré toute sa popularité auprès des plus pauvres (qui pour la première fois, grâce aux politiques de Lula, commencent à avoir accès aux universités) et des secteurs intellectualisés, Lula perd l'appui des classes moyennes et le Brésil se divise.

En même temps, face à la popularité de Lula et de Dilma alors, la droite et le PSDB avaient, comme dernier recours lors des élections présidentielles de 2010 (quand Lula a réussi à faire élire Dilma pour la première fois), ouvert la porte à l'extrême droite. José Serra, le candidat d'alors, avait invité les secteurs de l'extrême droite à prendre part active à sa campagne. Sans succès. Mais le mal était fait. De plus en plus visible, le discours de la haine, du racisme, des préjugés contre les pauvres et les femmes, devient généralisé. Il sert en fait à décrédibiliser toutes les politiques de Lula et Dilma envers les plus pauvres et les minorités.

3) À peine six mois après l'impeachment de Dilma, le Congrès National vote à nouveau la LÉGALITÉ des pédalages fiscaux. Tout revient dans l'ordre, et le nouveau président. Temer, s'avance en décembre 2016 sur le budget de 2017 sur un montant deux fois plus élevé que Dilma ne l'avait fait. Cependant, maintenant, c'était légal.

Depuis, une série de scandales se succèdent : des assistants très proches du président sont surpris avec des valises bourrées d'argent, une écoute (autorisée) de la police fédérale surprend des dialogues du président visant étouffer des témoignages qui peuvent l'impliquer, Le candidat vaincu par Dilma, Aécio Neves, est lui aussi accablé d'accusations de tous types. Il tombe en disgrâce politique mais n'a jusqu'à aujourd'hui aucune menace de prison. Un sénateur de son parti à son hélicoptère appréhendé alors qu'il transportait 500 kg de cocaïne. Le Sénateur n'est pas dérangé. Un autre sénateur dit, sous écoute : "il faut finir avec cette hémorragie, il faut finir avec cette opération", se référant aux actions anti corruption.

Dans une série télévisée produite par Netflix, ayant comme thème les soit disantes opérations de "justice" contre la corruption au Brésil, dirigée par le polémique metteur en scène de la série Narcos, cette dernière phrase, exactement la même, est dite non pas par un sénateur corrompu du nouveau gouvernement, mais par un personnage ex-président à la barbe blanche, qui rappelle en tout Lula. Tous les moyens sont utilisés pour confondre et faire de Lula le bandit numéro 1 de la corruption au Brésil.

En même temps, le nouveau "président" met en route un processus de destruction systématique de toutes les conquêtes sociales obtenues depuis la Constitution de 1988 et après sous le gouvernement Lula : fin des lois travaillistes, révision de la retraite, réduction des terres indigènes, fin du programme de logements, et ainsi de suite.

Acte 2 - détruire le Parti des Travailleurs (PT) et son leader, Lula

Le problème est qu'avec tout cela, Lula, antécédent de Dilma, président responsable de la plus forte croissance économique au Brésil des derniers 30 ans, leader populaire incontesté, se voyait catapulté en première place de tous les sondages présidentiels, place qu'il n'a plus jamais quitté, jusqu'à maintenant. Il n'était donc plus suffisant d'enlever la présidente, il fallait à tout prix casser ce mouvement et la force de Lula.

1) Sergio Moro, un juge de première instance, jusque là insignifiant, de Curitiba, dans le Sud du Brésil, où le mouvement anti-Lula est très fort, ainsi que le séparatisme par rapport au "Brésil pauvre (et non blanc) du Nord", décide d'ouvrir un procès pour corruption contre l'ancien président.

Moro a quelques caractéristiques qui ne peuvent être ignorées : il est le fils d'un homme politique du PSDB, le parti d'opposition qui a mené l'impeachment de Dilma, son épouse est elle même un cadre du parti dans son Etat (le Paraná). Moro est connu par sa haine contre Lula, qu'il répand, même en étant juge, dans les réseaux sociaux. Il est connu pour appeler l'ex-président de "nine fingers", une allusion au fait que Lula a perdu un doigt dans un accident de travail quand il était ouvrier.

Moro décide de persécuter Lula à partir de la construction d'une fable pittoresque. Une grande entreprise de bâtiment OAS aurait offert à Lula un appartement triplex à la plage (de près de 250 m²) en échange de faveurs de celui-ci dans des contrats avec Petrobras, le géant pétrolier brésilien (entreprise publique), que Lula a fait exploser dans les marchés mondiaux grâce notamment à la découverte, lors de son gouvernement, des réserves sous-marines du "Pre-Sel". Il se trouve que la femme de Lula (aujourd'hui décédée d'un épanchement cérébral à la suite de ces persécutions) avait en effet demandé à ACHETER cet appartement, en 2007, mais Lula avait désisté de l'achat par la suite. Il n'y a mis les pieds qu'une seule fois dans sa vie, et l'appartement, en construction jusqu'à il y a quelques mois, n'a jamais été à son nom ni à celui de sa femme. Il est toujours au nom de l'OAS. Les huit premiers témoins d'accusation ont innocenté Lula du moindre rapport avec cet appartement. Dans les séances de jugement de Lula auprès du Juge Moro, Lula n'a cessé de répéter (les vidéos sont disponibles sur internet) : "Mr. le Juge, s'il vous plaît, montrez moi les preuves que je suis le propriétaire de cet appartement, et vous je me présente immédiatement pour être emprisonné volontairement". Moro ne les a jamais eues.

2) Devant trouver des preuves, l'action suivante a été de pousser les versions que cet appartement était la pointe d'un iceberg d'un réseau de crimes et de corruption qui aurait à sa tête Lula, avec comme acteurs les principales entreprises de bâtiments et d'infrastructure du pays qui, parce que c'était légal, finançaient TOUTES les campagnes électorales (celles du PSDB aussi). C'est Dilma, justement, celle qui a approuvé la loi interdisant le financement des campagnes par les entreprises privées au Brésil). C'est un peu comme si un juge français décidait d'impliquer n'importe quel président de toutes les affaires concernant Lafarge (et ses affaires avec l'EI), Alstom (accusée de corruption au Brésil dans les chantiers du métro), Elf, Bouygues et Cie. Il y aurait effectivement de quoi piocher beaucoup de choses. La question est de réussir à prouver à quel point un président sait et contrôle toutes ces magouilles, et à quel point il doit en être responsabilisé. Ce serait bien utile et intéressant que cette discussion soit faite, mais dans le cadre de la loi, en ayant des enquêtes sérieuses, des preuves et toutes les échéances et appels garantis. Mais non, au Brésil cela a été utilisé par Moro comme arme de persécution politique. Sans aucune preuve concrète.

En faveur de Lula, il faut savoir que si le gouvernement précédent, de Cardoso, du PSDB, avait en huit ans, donné l'ordre pour lancer 48 opérations anti-corruption de la Police Fédérale, Lula et Dilma, en 12 ans, en ont ordonné 2.226 ! De plus, c'est Lula qui a restructuré la même Police Fédérale pour augmenter sa capacité à atteindre la corruption. Le plus insolite, cependant, est la démesure de l'accusation. Dans un pays où les propriétaires des chaînes de télé et les grands milliardaires possèdent - illégalement - des îles entières, avec des villas non autorisées de quelques milliers de m² et de quelques millions de dollars, Moro et sa troupe d'accusateurs fait passer l'idée que Lula accepterait de faire de la corruption pour des contrats du géant pétrolier contre un appartement de moins de 300 m² dans une plage de classe moyenne du littoral de São Paulo. L'acceptation de la crédibilité de cette accusation n'a d'explication que dans les préjugés intenses existants au Brésil envers les plus pauvres : "Lula ne sait même pas être corrompu, Lula négocie ce qui est à son hauteur, le monde des villas et des millions n'est pas pour lui", c'est la base de ce discours médiatique.

Le plus impressionnant est qu'une simple recherche sur Google montre que Cardoso, ancien président du PSDB (avant Lula) a eu une ferme reconstruite par une de ces entreprises (Camargo Correa), qui a même construit dans les terres voisines une....piste d'atterrissage permettant de recevoir....des Boeings ! Cardoso est aussi impliqué dans des accusations d'acheter un appartement dans le quartier le plus cher de São Paulo à un prix des dizaines de fois moindre que celui du marché. Rien de tout cela, cependant, est motif d'enquêtes ou de procès.

Il faut bien comprendre qu'en 14 ans au pouvoir, le PT a commis beaucoup d'erreurs et s'est probablement impliqué dans plus d'une affaire douteuse. La corruption est endémique au Brésil depuis 500 ans et ce n'est pas un gouvernement qui, d'un seul coup, l'arrêtera. Le PT lui non plus n'est pas exempt d'avoir fait de mauvais choix et d'être entré bien des fois dans la logique de la politique historique brésilienne (mais quand même beaucoup moins que les autres partis, étant encore le seul à exercer des gouvernements tournés vers les intérêts des plus pauvres). Mais il ne faut pas confondre les choses : sous l'excuse d'une fausse lutte contre la corruption, ce que les élites brésiennes, et surtout la Justice ont mis en place est en fait une persécution qui met en échec toute la démocratie.

Pour obtenir des "preuves", quelles que soient-elles, Moro innove du point de vue juridique. Il reçoit de la Cour Suprême, et c'est la sa deuxième action en faveur du Coup d'Etat, que les gardes à vue se transforment en prison indéterminée. En 2016, après la sortie de Dilma, la Cour Suprême prend une décision encore plus polémique : par 6 voix à 5, elle décide d'interpréter un texte clair de la constitution, selon lequel au Brésil une personne ne peut être emprisonnée qu'une fois terminés tous les appels possibles. La Cour Suprême décide que non, qu'après la deuxième instance une personne peut être emprisonnée, alors que les appels aux instances supérieures courent encore.

Cette décision est importante pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui avec l'emprisonnement de Lula.

Ces deux décisions de la Cours Suprême permettent que le juge Moro mette en place une méthode de chantage juridique : il envoie en prison des personnes ayant une quelconque relation avec Lula, et promet leur libération s'ils acceptent de faire des délations. La presse laisse échapper que dans l'un des cas, la demande fut encore plus spécifique : "je vous laisse sortir si vous me présentez des accusations CONTRE LULA". C'est de là qu'est venue "l'accusation du triplex".

Mais lorsque l'un de ces délateurs affirme que le Juge Moro lui même aurait demandé 2 millions de Reais pour permettre une libération vient au jour, elle est vite cachée par la presse et oubliée.

Le procès suit son cours, pendant que la population est harcelée par une campagne intense de diffamation de Lula et de Dilma. À chaque nouvel épisode du procès, alors que de plus en plus le manque de preuves se fait sentir, les Élités sortent leurs casseroles pour les battre dans les vérandas des appartements de luxe. La population plus pauvre a de plus en plus de difficultés de suivre les méandres juridiques de l'affaire. La classe moyenne fête la "fin de la corruption" alors que le gouvernement en place est probablement l'un des plus corrompus de l'histoire du Brésil.

Il n'y avait pas d'autre issue possible. Alors qu'un procès au Brésil dure des années à cause de la morosité du pouvoir judiciaire, celui de Lula sous le Juge Moro est conclu en une vitesse record. Sans preuve, Moro condamne l'ex-président, toujours en avance dans tous les sondages présidentiels, à 9 ans de prison. Une petite ironie envers le "nine fingers" ? C'est très possible. Le juge qui ne met que des chemises noires avec cravates rouges, rappelant des moments si sombres de l'histoire du monde, n'au plus aucun scrupule.

Un livre signé par plus de 200 juristes brésiliens est publié, sans aucune couverture médiatique. Ils y dénoncent l'inconsistance du jugement de Lula sur une affaire sans preuves concrètes. Les arguments du Juge Moro sont si peu solides que lui même entre en contradiction plusieurs fois et assume ne pas avoir de preuves. Les promoteurs de l'accusation disent qu'ils n'ont pas de preuves, mais sont convaincus de la culpabilité de Lula. Depuis, au Brésil, vous pouvez vous faire incarcérer lors d'une garde à vue suite à une simple "conviction" du juge. C'est ce qu'ils vont faire, d'ailleurs, en poursuivant 5 Présidents des plus grandes Universités Fédérales du pays, les emmenant en prison dans des opérations policières avec mitraillettes et camions blindés (alors que la loi prévoit avant toute chose une convocation amiable devant le juge) pour des affaires insensées comme "des erreurs de note à l'achat de machines photocopieuses". L'objectif de tout cela ? Montrer à la population que les universités fédérales, objet d'une des actions les plus impressionnantes du gouvernement Lula, avec la création d'une centaine de campus partout au Brésil, n'est en fait qu'un antre de corruption de la "machine criminelle" du PT. L'un des recteurs, trop humilié par ces événements, se suicida. Mais cela n'a semblé déranger personne outre la communauté de gauche des réseaux sociaux.

Les avocats de Lula font appel à la deuxième instance, un jugement fait par un collège de trois juges. Encore une fois, une procédure qui dure plus de deux ans pour les gens communs. Pour Lula, elle ne dure que quelques mois. Pire, le président de ce jury annonce dans les réseaux sociaux que le procès de Lula qu'il va juger "est juridiquement impeccable" alors que formellement et légalement il n'était pas sensé l'avoir déjà reçu puisque celui-ci était encore sous la tutelle de Moro ! Ce jury fait un jugement éclair, avec des arguments semblables, alors que les votes sont être sensés indépendants. Ils montent chirurgicalement la peine de Lula à 12 ans et 2 mois. Pourquoi cette précision ? Car le "crime" non prouvé de l'appartement remontant à plus de dix ans, en dessous de cette peine Lula aurait le droit de la purger en liberté. Les méandres du coup d'Etat sont plein de petits détails.

Acte 3- Les militaires entrent dans le match. La Cour Suprême sous chantage. Lula en prison.

Il reste que la Cour Suprême avait, rappelez-vous, jugé pour l'emprisonnement en deuxième instance. Lula pouvait donc être incarcéré. Mais ces avocats, invoquant que la Constitution avait été changée de manière opportuniste, demandent une révision de cette décision. En même temps, ils demandent à la Cour Suprême un Habeas Corpus

pour que Lula ne soit pas emprisonné.

Les pratiques "normales" de la Cour Suprême suggère, par les dates chronologiques des demandes, qu'elle juge tout d'abord l'inconstitutionnalité de la décision sur la prison en deuxième instance, Cependant, Carmen Lucia, la présidente de la cour, sait que probablement ce vote ira défaire la polémique décision antérieure, car un des juges avait annoncé avoir changé de position, ce qui annulerait la prison de Lula et le besoin de l'Habeas Corpus demandé. Elle inverse donc l'ordre, et décide de juger d'abord le habeas corpus de Lula. Ainsi, même si, Dieu sait combien de temps après, la cour revient sur sa décision, Lula aura déjà été emprisonné.

La veille du jugement final, ce dernier 4 avril, la mobilisation de la droite pour faire pression pour la prison de Lula est extrême. Les casseroles retentissent dans les vérandas des riches bourgeois. Les médias convoquent à des manifestations jaunes et vertes en faveur de la prison. Un géant de la communication du pays, l'entreprise SKY, émet un courriel à ses employés les autorisant à participer des manifestations sans leur couper le salaire de la journée.

Le même jour, un Général à la retraite dit clairement dans une entrevue : "Si la Cour Suprême ne vote pas la prison de Lula, l'armée interviendra". Quelques heures après, le commandant de l'Etat Major des armées lui même émet un twitter de chantage. Sortant de ces attributions constitutionnelles, qui lui interdisent de se prononcer sur des questions politiques, il écrit : "l'armée se solidarise avec les désirs de tous les citoyens "du bien" de condamner l'impunité", et "se maintient attentive à ses missions institutionnelles". Le message ne pourrait être plus clair.

Bien que aéronautique ait quant à elle fait un communiqué bien plus rassurant, et contraire aux dires du commandant en chef, montrant que même dans les armées les avis sont partagés, l'action de ce dernier a eu l'effet souhaité. Une des juges de la Cour Suprême change d'opinion, répétant le score contre Lula de 6 votes contre 5 en faveur de sa prison. Un vote tellement bizarre que cette Juge dit textuellement qu'elle fait un vote qu'elle juge elle même anticonstitutionnel. La peur des militaires ?

La Cour Suprême annonce donc que Lula peut être emprisonné "une fois terminés tous les appels en deuxième instance", ce qui pourrait encore durer 15 jours, étant donné que des appels étaient encore possibles et légalement déposables. Mais la justice, le droit de défense, la présomption d'innocence sont des valeurs juridiques périmées au Brésil, en tout cas pour Lula, et sûrement pour les sympathisants du PT. En moins de 24 heures, encore une fois de manière illégale, Moro donne l'ordre de prison.

Des milliers de militants encerclent maintenant le siège du syndicat des métalos de São Bernardo, berceau de la carrière politique de Lula. Accompagné de sénateurs, et du peuple qui le soutient, Lula ne s'est pas présenté à la justice. Moro lui avait donné jusqu'à 17 heures du jeudi 5 avril pour se présenter à Curitiba pour être emprisonné. Une action d'humiliation. Moro y rajoute : "en raison de la dignité du poste qu'il a occupé, j'ordonne que l'on ne le menotte pas".

Encore une fois, Moro montre que sa persécution acharnée de Lula passe au dessus non seulement des lois et de la Constitution, ce qu'il peut faire grâce à la bienveillance d'une Cour Suprême dont le rôle serait de protéger la Constitution, mais aussi des risques sociaux de provoquer sans concession une partie imposante de la population. Celle qui, dans les sondages de la semaine dernière, mettaient Lula chaque fois plus loin devant dans la course à la présidence. Tous les débouchés sont maintenant possibles pour cette crise, y compris les plus tragiques. Le Brésil n'a plus de démocratie, son gouvernement élu a été déchu par des manoeuvres dignes des pires mafias. La volonté démocratique du peuple est violée par des décisions à chaque fois plus illégales. Les militaires sont aux aguets. La presse continue son action irresponsable. Le pays est divisé. Le monde n'est plus capable de suivre les subtilités de ce coup d'Etat ignoble.

Comme l'observe un jeune sur les réseaux sociaux, ceux-ci "fêtent" la prison de Lula avec, comme les brésiliens sont blagueurs, beaucoup de messages d'ironies. On se moquent de son niveau de scolarité, de son doigt en moins, des homosexuels qui "devront maintenant quitter le pays", de l'intelligence de Dilma (une femme), des pauvres, des sans-terre, des noirs, qui maintenant seront "obligés à travailler au lieu de vivre aux dépens du gouvernement", de la "mort de la gauche".

La corruption n'est jamais citée. C'est le portrait du Brésil qui émerge des décombres d'une démocratie ravagée.